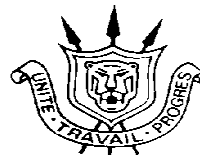




REPUBLIQUE DU BURUNDI  
DEUXIEME VICE-PRESIDENCE  
SECRETARIAT PERMANENT DU COMITE NATIONAL DE  
COORDINATION DES AIDES



Réunion	Forum Stratégique du GCP (réunion ordinaire)
Président	Monsieur le Ministre du Plan et du Développement Communal
Co-Président	Le Country Manager de la Banque Mondiale, Mme. Mercy TEMBON
Modérateur	M. Pamphile MUDEREGA (SP/CNCA)
Rapporteur	Mme Anthe VRIJLANDT (SP/CNCA)
Date	Le 24 mars 2011
Lieu	Hôtel Sun Safari
Participants	(voir annexe 1)
Agenda	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présentation du Programme par Monsieur Emile NIMPAYE, Cadre au Secrétariat Permanent du CNCA</li><li>• Ouverture des travaux par S.E.M. le Ministre du Plan et du Développement Communal</li><li>• Présentation Rapport Déclaration de Paris (+débat)</li><li>• Présentation Rapport Principes Etats Fragiles (+débat)</li><li>• Présentation Rapport Module Optionnel (+débat)</li><li>• Divers</li></ul>

#### Mot d'accueil par un cadre du Secrétariat Permanent du CNCA

M. Emile NIMPAYE du SP/CNCA a souhaité la bienvenue aux participants et a proposé l'agenda.

#### Ouverture des travaux par S.E. Monsieur le Ministre du Plan et du Développement Communal

S. E. Monsieur le Ministre du Plan et du Développement Communal a à son tour souhaité la bienvenue aux participants et il a immédiatement passé la parole au présentateur du premier point.

#### Présentation Rapport Déclaration de Paris

M. Emile NIMPAYE (SP/CNCA) a présenté le rapport de suivi des indicateurs de la Déclaration de Paris (voir présentation en annexe). Les chiffres ne montrent pas toujours une amélioration par rapport à la dernière enquête (2008). Parfois c'est dû à une interprétation différente des critères, parfois à un changement réel sur terrain. En général, le SP/CNCA note une incohérence des données ainsi qu'une incohérence dans l'interprétation des critères.

## Les discussions et les recommandations

Les membres ont remarqué un **décalage** important entre les **chiffres** donnés par les bailleurs et les chiffres enregistrés par le Gouvernement. Les raisons pour ce décalage sont connues (financements à d'autres institutions que le Gouvernement, frais de fonctionnement au siège). Il a été ainsi recommandé de:

- Se focaliser davantage sur « l'aide programmable » et non sur tous les dons ;
- Fournir avant vendredi soir les données pour AMP pour que le SP/CNCA puisse retracer les informations, et les comparer aux chiffres donnés pour l'enquête OCDE ;
- Relancer la collaboration entre Réso et le SP/CNCA pour mieux faire connaître les fonds qu'utilisent les ONG (fonds propres et fonds des gouvernements confondus) ;

Au sujet des **Unités Parallèles de Gestion**, le SP/CNCA est conscient qu'il existe un flou dans les définitions. Les critères de l'enquête donne lieu à des interprétations divergentes créant ainsi une zone grise, notamment quand les projets utilisent la cogestion, la cosignature, la codésignation etc. Certains bailleurs ont insisté sur leur position de ne pas considérer leurs Unités comme Parallèles. Même si pour cette fois-ci, nous interprétons les critères plus « favorables » aux PTF, une recommandation sera faite à Busan dans le sens suivant :

- Si le financement des bailleurs s'arrête, est-ce que l'unité perdra aussi son utilité ?

En ce qui concerne les processus de mise en œuvre des projets, il a été noté qu'en général les processus sont très longs. Ainsi, nous pouvons introduire à Busan un nouvel indicateur pour « calculer le temps coulé entre l'identification d'un projet et la signature de la convention » pour clarifier l'efficacité de l'aide.

Les PTF ont déjà reçu de la part du SP/CNCA une liste des questions à clarifier. La feuille de calcul sera ainsi validée le lundi prochain, dans la réunion du Forum Politique.

Pour clôturer ce point, S.EM. le Ministre a encouragé encore une fois les PTF à utiliser les systèmes nationaux, surtout de passation de marchés.

## Présentation Rapport Principes Etats Fragiles

M. Xavier BARDOU (Consultant indépendant) a présenté le rapport sur les Principes d'Engagement des bailleurs dans les Etats Fragiles. Il a consolidé les opinions des bailleurs de fonds et il a trouvé qu'il existe un consensus sur plusieurs points : les bailleurs ménagent beaucoup d'efforts, ils reconnaissent la force de l'informel et de la volonté, ils voient la coordination des aides surtout comme un intrant pour le moment, il existe un manque de systématisme entre les actions des acteurs internationaux et il est difficile à mesurer les résultats.

Les opinions des bailleurs sont partagées en ce qui concerne les résultats / produits de la

coordination, la performance des bailleurs au Burundi, les instruments à utiliser pour renforcer l'état et même sur les principes de la Déclaration de Paris et des Etats Fragiles.

#### **Les discussions et les recommandations**

Les membres ont recommandé que le consultant fasse des interviews également avec des hauts cadres du Gouvernement pour balancer le rapport.

Il s'est avéré nécessaire d'expliquer davantage l'objectif de l'étude : l'objectif principal est « une auto-critique » des bailleurs sur leurs interventions au Burundi

#### **Présentation Rapport Module Optionnel « Genre »**

M. Jean Claude MENDA (UN WOMEN) a présenté le rapport du Module Optionnel « Genre » (*voir présentation en annexe*). Dans son résumé, il a expliqué que l'évaluation a trouvé qu'il existe une réelle volonté politique de prendre le « genre » en compte, mais que les éléments ne sont pas systématisés. Il n'existe pas systématiquement des données désagrégées par sexe, ni un cadre d'évaluation mutuelle.

Comme le « genre » est considéré comme un thème transversal, il a été ainsi recommandé de mettre en place une task force qui répondra directement au Groupe Suivi & Evaluation et qui peut communiquer les outils à tous les groupes sectoriels.

En ce qui concerne la ventilation des données, il a été recommandé décentraliser toute l'information au niveau de l'ISTEEBU (même les données du Burundi-info).

#### **• Divers et Points d'informations**

Le Secrétaire Permanent a informé les membres que le Forum Politique aura lieu le lundi, 28 mars 2011.

#### **Conclusion**

S.E.M. le Ministre du Plan et du Développement Communal a clôturé la session de travail en remerciant les membres pour leur participation.

**Fait à Bujumbura, le 24 mars 2011**

## **ANNEXE 1 : Liste de présences**